

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PSTAB PSM**

Domaine de la Vernelle  
24510 Saint-Félix-De-Villadeix

Références : SEI/DRA/0048/2026  
Code AIOT : 0005200167

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement PSTAB PSM implanté Domaine de la Vernelle 24510 Saint-Félix-de-Villadeix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite au précédent exercice POI inopiné réalisé par l'inspection en octobre 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PSTAB PSM
- Domaine de la Vernelle 24510 Saint-Félix-de-Villadeix
- Code AIOT : 0005200167
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PSTAB PSM (ex-AQUITAB) exploite à Saint-Felix-de-Villadeix une usine de fabrication de pastilles chlorées pour le traitement des eaux de piscine.

L'activité consiste à mélanger le principe actif en granulés avec divers excipients (5 % au maximum) qui peuvent être des produits effervescents, des démoulants, des stabilisants ou des flocculants suivant le produit fini (chlore-choc, flocculant...).

Le mélange des poudres ou granulés est réalisé à sec dans des malaxeurs, puis moulé dans des presses hydrauliques et mécaniques qui en assurent la compression (20 à 100 T) à froid.

Les pastilles et pains ainsi obtenus (quelques grammes à 600 gr) sont aussitôt emballés (caisses, palettes, seaux...) pour ensuite être commercialisés. Les produits finis sont achetés par des grossistes, qui commercialisent ensuite ces produits sous leur propre marque.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 4
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Sans objet
4	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 50	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déclenchement par les services de l'inspection d'un exercice POI inopiné a permis de constater

une réponse rapide et efficace de l'équipe de première intervention, qui nécessite toutefois un entraînement supplémentaire de l'équipe.

La visite d'inspection a également permis de constater les efforts de formation au POI réalisés par l'exploitant depuis les constats effectués en octobre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'opération interne – existence

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, les inspecteurs rappellent que la dernière version du POI à la disposition de l'inspection est la version V8 datée de Novembre 2025.</p> <p>Cette version V8 est celle présente dans les armoires POI du site et consultée par l'exploitant lors de la simulation POI .</p> <p>L'exploitant indique qu'une nouvelle version du POI est en cours d'édition suite aux différents exercices qu'il a réalisés depuis la visite d'inspection d'octobre 2025. Des fiches réflexe et des annexes ont été ajoutées ou simplifiées.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection cette version V9 par courriel le 06/03/2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à</p>

disposition de l'inspection des installations classées ;[...]
<b>Constats :</b>  La visite d'inspection a démarré par une mise en situation accidentelle inopinée. Le détail du déroulé de cet exercice se trouve en partie confidentielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 1 mois, l'exploitant forme les équipiers d'intervention à la bonne mise en oeuvre des ARI (manipulation et équipement), et à la conduite du chariot avec ARI +EPI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Stratégie d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;  Demande Décembre 2025 : Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de s'équiper d'un dispositif permettant de mettre à disposition du personnel d'intervention et du personnel impliqué dans le POI les équipements adéquats, et le contenu du POI (ainsi que les plans) sur la zone de regroupement parking ou autre zone de son choix, en dehors des zones d'effets pour les événements ayant lieu dans l'entrée du site. Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de communiquer la procédure d'évacuation/confinement du personnel dans les bureaux administratifs en cas de propagation d'un nuage toxique vers ces bureaux (cette procédure indiquera comment le sens du vent est pris en compte).
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, sur le terrain, l'inspection a pu constater le déplacement de l'armoire POI initialement située à l'entrée du site, vers la façade du bâtiment administratif, orientée vers le parking qui est le point de rassemblement PR1. Cette armoire contient une version papier V8 du POI, des fiches réflexe plastifiées, des gants, un masque à cartouche et la combinaison de travail de l'agent d'astreinte. L'inspection a également pu consulter le contenu de la deuxième armoire POI nouvellement installée à l'autre extrémité du site, pour le point de rassemblement PR2. Cette armoire contient une version papier V8 du POI, des fiches réflexe plastifiées, des gants et un masque à cartouche. L'inspection constate que l'accès vers l'armoire POI n°2 et la zone PR2 est encombré par des

caisse-palettes.

Sur le terrain, l'inspection constate que la girouette installée pour indiquer le sens du vent au personnel dans le bâtiment administratif, qui avait fait l'objet d'une photo envoyée à l'inspection par courriel du 21/11/2025, n'est plus en place.

Enfin, en séance, l'exploitant interroge la pertinence de la procédure d'évacuation/confinement du personnel dans les bureaux administratifs en cas de propagation d'un nuage toxique vers ces bureaux. En effet, l'exploitant indique que la modélisation toxique (reprise dans l'EDD) présente un nuage toxique qui s'étend bien au-dessus du bâtiment. Dans ce cas, l'évacuation du bâtiment est préconisée par rapport au confinement du personnel.

Par courriel du 06/03/2026, l'exploitant justifie de retirer la procédure de confinement du personnel en cas de propagation d'un nuage toxique, et communique la V9 du POI prenant en compte cette mise à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 : Dans les meilleurs délais, l'exploitant s'assure que l'accès à la zone de rassemblement et à l'armoire POI n°2 est accessible. L'exploitant maintient cet accès dégagé à tout moment.

Demande n°2 : Dans un délai de 1 mois, l'exploitant remet en état la girouette qui indique le sens du vent au personnel dans le bâtiment administratif

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Exercice POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en oeuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en oeuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Demande décembre 2025 :

Dans un délai de 2 mois, afin de s'assurer de la bonne gestion des éventuelles situations accidentelles qui pourraient advenir sur le site, l'exploitant organise un exercice POI impliquant le personnel visé par les fiches missions du POI et selon un scénario impliquant le déclenchement du POI. Dans un délai de 2 mois, et pour les mêmes raisons, l'exploitant organise un exercice POI impliquant le personnel d'astreinte (hors heures ouvrées) selon un scénario impliquant le déclenchement du POI.

#### **Constats :**

En séance, l'exploitant présente la synthèse des exercices POI qui ont été réalisés depuis la précédente inspection d'octobre 2025.

La réalisation d'exercices POI, mettant en œuvre une manœuvre d'intervention et une activation de la cellule POI, a été faite de manière hebdomadaire depuis novembre 2025 jusqu'à fin janvier 2026.

Ces exercices intervention + POI sont dorénavant réalisés de manière mensuelle depuis février 2026. L'exploitant présente le planning des exercices POI pour l'année 2026 qui reprend cette fréquence mensuelle en détaillant le type de scénario joué à chaque fois.

L'inspection constate qu'il existe des comptes-rendus d'exercice pour les dates des 28/11, 5/12, 13/12 (site fermé) et 19/12/2025.

Le compte-rendu du 19/12/25 est consulté. Il met en jeu un scénario incendie sur l'armoire poudre ATCC. Il contient le chronogramme de l'exercice, et les fonctions occupées par les participants (notamment les membres de la cellule DOI). Il indique également les points à améliorer et plans d'actions associés.

Le compte-rendu du 13/12/25 (hors heures ouvrées) est consulté : il est indiqué que l'astreinte AST a été contactée, puis l'équipe d'astreinte s'est rendue sur le site pour jouer le scénario de dégagement de fumées dans l'atelier. En parallèle, l'astreinte APAVE qui permet de réaliser les premiers prélèvements environnementaux a également été sollicitée. Cette astreinte APAVE s'est engagée par courriel à une intervention en moins de 4h.

Enfin, l'exploitant précise qu'une réunion est planifiée en mars 2026 avec le SDIS, afin de prévoir un exercice POI conjoint.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Etat des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

#### **Prescription contrôlée :**

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques

1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

#### **Constats :**

En séance, l'inspection demande à l'exploitant d'éditer un état des stocks. L'exploitant édite un état des stocks synthétique (sans phrases de risque, ni détail des matières premières ou produits finis), basé sur une extraction de son logiciel ERP, mis à jour quotidiennement.

Le détail de l'état des stock est présenté en annexe confidentielle.

L'édition de l'état des stock est référencée dans le POI V8 de novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite